

Moyen-Orient et Asie centrale
Principaux points des Perspectives économiques régionales – Octobre 2010
Fonds monétaire international

L'économie mondiale ayant entamé un redressement, les perspectives des pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale se sont améliorées¹. D'après les projections presque tous les pays de la région devraient connaître en 2010 et 2011 une croissance plus forte qu'en 2009. Compte tenu de cette amélioration, la plupart des pays comptent cesser leur politique de relance budgétaire en 2011, tout en maintenant une politique monétaire accommodante pendant quelque temps. Certains pays pourraient toutefois être contraints de durcir leur politique macroéconomique plus tôt, en raison de signes de tensions inflationnistes ou d'un manque de marge de manœuvre budgétaire.

À mesure que la région sort de la Grande Récession, l'attention doit être centrée sur le renforcement des secteurs bancaires et la gestion des défis à moyen terme. Dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, les objectifs prioritaires consistent à poursuivre les efforts de développement du secteur financier et de diversification de l'économie. Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, il sera essentiel d'accélérer le rythme de la croissance et de créer des emplois pour des populations en expansion. Dans la région CAC, les priorités sont de résoudre les problèmes du secteur bancaire et, dans certains pays, de réduire la dette extérieure et les déficits courants.

Pays exportateurs de pétrole de la MOANAP : bien positionnés pour se centrer sur les défis à moyen terme

Les soldes budgétaires et extérieurs des pays exportateurs de pétrole de la MOANAP vont s'améliorer sensiblement sous l'effet de la hausse des cours du pétrole (de 62 dollars EU le baril en 2009 à 76 dollars EU en 2010, puis 79 dollars EU en 2011) et des niveaux de la production pétrolière. L'excédent courant combiné de ces pays devrait passer à 120 milliards de dollars EU en 2010 et 150 milliards de dollars EU en 2011, contre 70 milliards de dollars EU en 2009. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) à eux seuls nous tablons sur une progression d'environ 50 milliards de dollars EU en 2011 par rapport à 2009.

La croissance du PIB pétrolier — prévue à 3½–4½ % en 2010 et 2011 — devrait rester en-deçà de son niveau d'avant la crise. Par ailleurs, bien que les conditions de financement extérieur se soient améliorées, le crédit intérieur ne se redresse que lentement et la demande d'investissements est morose. De ce fait, la croissance de l'activité non pétrolière demeure terne à un niveau de 3¼–4½ %, ce qui signifie qu'il faudrait poursuivre une politique d'accompagnement jusqu'à la fin de 2011 dans la plupart des pays.

La plupart des pays qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire — CCG, Algérie et Lybie principalement — comptent poursuivre la relance budgétaire en 2010 et 2011. Mais certains, dont l'Arabie saoudite, voient l'inflation s'accélérer, ce qui pourrait obliger à tempérer la relance en 2011. L'Iran, le Soudan et le Yémen ont moins de marge de manœuvre budgétaire et ont déjà entrepris un rééquilibrage de leurs finances publiques. Dans la majorité des pays, la politique monétaire demeure expansionniste, afin de raviver la croissance du crédit au secteur privé, encore que certaines banques centrales aient commencé à mettre fin à leur politique d'assouplissement quantitatif.

¹ La région Moyen-Orient et Asie centrale regroupe les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan), les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP et les pays du Caucase et d'Asie centrale (CAC).

À moyen terme, tous les pays exportateurs de pétrole devront — à des degrés variables — rééquilibrer les finances publiques pour préserver l'utilisation durable des rentrées pétrolières, tout en encourageant la diversification de l'économie et la création d'emplois. Les mesures allant dans ce sens consistent notamment à réorienter les dépenses en faveur des impératifs sociaux et des besoins de développement, à revoir les subventions à l'énergie et à élargir l'assiette des revenus.

Il convient de poursuivre l'effort de développement des systèmes bancaires. Le niveau des créances improductives reste élevé dans un certain nombre de pays. Il importe de renforcer la réglementation et la supervision dans le droit fil des efforts de la communauté mondiale pour réduire la cyclicalité réglementaire, renforcer la liquidité et les volants de fonds propres des banques, faire face aux problèmes des institutions d'importance systémique et améliorer les pratiques de résolution bancaire. Le provisionnement contracyclique mis en place par l'Arabie saoudite illustre comment ce genre de politiques macroprudentielles peut être appliqué avec succès.

Pays importateurs de pétrole de la MOANAP : ajustement à la nouvelle géométrie de la croissance mondiale

Les pays importateurs de pétrole de la MOANAP ont traversé la récession mondiale dans de bonnes conditions et sont proches de leurs taux de croissance tendancielle à long terme. La plupart d'entre eux devraient connaître des taux de croissance de 3½–5½ % en 2010–11. Le Pakistan a été éprouvé par les inondations dévastatrices de juillet/août, ce qui amputera sa croissance cette année.

La région a aussi continué à bien résister aux récentes turbulences des marchés financiers mondiaux. Le crédit au secteur privé est en augmentation, bien que les banques de certains pays continuent à accuser des ratios élevés de créances improductives.

Les gouvernements de la région ont décidé à juste titre de mettre fin à la relance budgétaire en 2010 et 2011, et concentrent leur politique budgétaire sur la réduction de la dette publique.

Au cours de la prochaine décennie, le Maghreb et le Mashreq à eux seuls vont devoir créer plus de 18 millions d'emplois pour absorber les nouveaux-venus sur le marché du travail et mettre fin à une situation de chômage chronique et élevé. Il faudrait pour cela un taux de croissance annuel moyen supérieur à 6 % — compte tenu de la faible réactivité du marché du travail à la croissance — contre 4½ % au cours de la décennie écoulée.

Pour relever ce défi, il est essentiel d'accroître la compétitivité. Il faut que les autorités s'emploient à améliorer le climat des affaires et le fonctionnement des marchés du travail en faisant en sorte que les systèmes éducatifs soient plus performants et que les salaires reflètent mieux la situation du marché. Par ailleurs, vu la croissance plus lente des partenaires commerciaux traditionnels en Europe, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devraient considérer les pays émergents dynamiques non pas seulement comme des concurrents pour les débouchés à l'exportation, mais aussi comme des partenaires pour une collaboration fructueuse dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Pays du Caucase et d'Asie centrale : les défis au-delà de la crise

Les projections laissent entrevoir un rebond de la croissance de 4–6 % en 2010 et 2011 dans la plupart des pays de la région CAC, mais il faudra un certain temps avant que le revenu disponible revienne à ses niveaux d'avant la crise. Les exceptions sont l'Ouzbékistan et le Turkménistan, où l'on s'attend à un taux de

croissance d'environ 10 %, et, d'autre part, la République kirghize, dont la croissance a été très éprouvée par le conflit politique et ethnique du printemps 2010.

La plupart des pays de la région CAC entendent mettre fin à la politique de relance budgétaire en 2010 ou 2011. Dans le cas des pays importateurs de pétrole ou de gaz, cela devrait permettre de récupérer une certaine marge de manœuvre pour faire face aux chocs futurs. Le rééquilibrage des finances publiques — en particulier en Arménie et en Géorgie — est par ailleurs indispensable pour réduire le niveau élevé de la dette public et des déficits courants, qui résultent dans certains cas des mesures prises pour faire face à la crise. Le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont opté pour la poursuite de la relance en 2010, bien que la croissance soit forte (et l'inflation déjà élevée en Ouzbékistan).

La politique monétaire n'a qu'une efficacité limitée dans les pays de la CAC, comme on a pu le constater en 2008–09. Cela s'explique principalement par le faible niveau de développement des marchés financiers et par la forte dollarisation. Un certain nombre de pays mettent en œuvre des réformes afin d'améliorer leur panoplie d'instruments de politique monétaire, par exemple en mettant en place des marchés de titres publics. Il faudrait par ailleurs que les pays donnent plus de souplesse à leur régime de change afin d'encourager la dédollarisation.

Les secteurs bancaires d'un certain nombre de pays de la région CAC ne sont pas encore sortis d'affaire. Le niveau de créances improductives est élevé ou croissant au Kazakhstan, en République kirghize et au Tadjikistan. Ces pays vont devoir adopter des stratégies exhaustives et transparentes de résolution des faillites pour remettre sur pied le secteur bancaire. Il leur faudra aussi faire appliquer des normes de prêt plus strictes pour préserver la qualité des actifs, ce qui, parallèlement à la stabilité macroéconomique, donnera aux secteurs bancaires une assise plus solide.